



Parc de l'Aéroport  
45, rue Jérémy Bentham  
34470 Pérols

# FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

## **FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

Siège social : 78 AV DU PIREE 34000 MONTPELLEIR

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA  
MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER,

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

# Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Pérois, date de la signature électronique

PAUL MORANDI

Associé



# FESTIVAL INTERNATIONAL CINEMA

78 avenue du Pirée  
34000 MONTPELLIER  
SIRET 37762969600040 - APE 9499Z

## COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2024

*FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN  
78 avenue du pirée, 34000 MONTPELLIER  
Téléphone : 0685563953*

**BILAN ACTIF**

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/23
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...				
Immobilisations incorporelles en cours	79 352	61 417	17 935	15 150
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	87 552	80 644	6 908	4 635
Immobilisations corporelles en cours				5 764
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	683		683	668
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)</b>	<b>167 586</b>	<b>142 061</b>	<b>25 525</b>	<b>26 217</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	99 609	2 590	97 020	116 511
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	320 243		320 243	479 399
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	69 777		69 777	31 669
Charges constatées d'avance	2 855		2 855	3 259
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>492 485</b>	<b>2 590</b>	<b>489 895</b>	<b>630 839</b>
<b>FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)</b>				
<b>PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)</b>				
<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)</b>				
<b>TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>660 071</b>	<b>144 651</b>	<b>515 420</b>	<b>657 056</b>

**BILAN PASSIF**

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	61 746	60 315
Excédent ou déficit de l'exercice	-21 815	1 431
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>39 931</b>	<b>61 746</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	9 188	11 346
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES (I)</b>	<b>49 118</b>	<b>73 092</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	40 945	68 096
<b>TOTAL PROVISIONS (III)</b>		
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	0
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	390 499	472 628
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	34 581	43 161
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	276	79
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL DETTES (III)</b>	<b>425 356</b>	<b>515 869</b>
<b>ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)</b>		
<b>TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)</b>	<b>515 420</b>	<b>657 056</b>



**RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)**

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	166	172	-7	-4%
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	247 671	236 756	10 915	5%
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	845 200	831 700	13 500	2%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats	16 699	75 900	-59 201	-78%
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	78 102	45 782	32 320	71%
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	195	165	30	18%
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 188 033</b>	<b>1 190 474</b>	<b>-2 442</b>	<b>0%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	847 736	838 001	9 734	1%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	11 011	11 363	-352	-3%
Salaires et traitements	247 573	239 518	8 055	3%
Charges sociales	92 641	85 135	7 506	9%
Dotations aux amortissements	9 307	6 342	2 965	47%
Dotations aux provisions	1 900	8 403	-6 503	-77%
Reports en fonds dédiés				
Autres charges	4 559	3 581	978	27%
<b>TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>1 214 726</b>	<b>1 192 343</b>	<b>22 383</b>	<b>2%</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-26 694</b>	<b>-1 869</b>	<b>-24 825</b>	<b>-1328%</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 705	1 096	610	56%
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>1 705</b>	<b>1 096</b>	<b>610</b>	<b>56%</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées		25	-25	-100%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)</b>		<b>25</b>	<b>-25</b>	<b>-100%</b>
<b>2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)</b>	<b>1 705</b>	<b>1 070</b>	<b>635</b>	<b>59%</b>
<b>3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-24 988</b>	<b>-799</b>	<b>-24 190</b>	<b>-3029%</b>

**RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)**

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
Sur opérations de gestion	16		16	
Sur opérations en capital	3 658	2 480	1 178	48%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
<b>TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>	<b>3 674</b>	<b>2 480</b>	<b>1 194</b>	<b>48%</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
Sur opérations de gestion	501	250	251	100%
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
<b>TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>501</b>	<b>250</b>	<b>251</b>	<b>100%</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>3 173</b>	<b>2 230</b>	<b>943</b>	<b>42%</b>
<b>PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)</b>				
<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)</b>				
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>1 193 412</b>	<b>1 194 050</b>	<b>-638</b>	<b>0%</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)</b>	<b>1 215 227</b>	<b>1 192 619</b>	<b>22 608</b>	<b>2%</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>	<b>-21 815</b>	<b>1 431</b>	<b>-23 247</b>	<b>-1624%</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
<b>TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
<b>TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				

## ANNEXE

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

# RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

## 1. Règles générales

Notre association a pour but de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, et en particulier de concevoir et réaliser un festival de cinéma qui lui serait principalement consacré, de produire ou coproduire, dans le cadre du festival, des œuvres audiovisuelles ou des spectacles vivants. Elle pourra produire ou coproduire d'autres manifestations dans le domaine du cinéma et veiller à leur diffusion.

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 ont été établis selon les normes définies par le plan relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, arrêté ministériel du 26/12/2018. L'association est soumise aux règlements de l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par l'ANC N°2020-08.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## 2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'association pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

### 3. Engagements retraite

Au 31/12/2024, les engagements retraite ont été évalués et comptabilisés pour 20 740 euros toutes charges comprises.

L'évaluation est effectuée selon le calcul simplifié recommandé par le CNC et repose sur une évaluation des indemnités à verser aux salariés à leur départ à la retraite valorisées avec un salaire actuel majoré des charges patronales.

Ce montant est pondéré au pro rata temporis de l'ancienneté actuelle par rapport à l'ancienneté maximale.

### 4. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### 5. Chiffre d'affaires et ressources

Les ressources de l'association proviennent de :

Billetterie	147 K €	
Classes L	27 K €	
Vente de publicité	63 K €	
Autres ventes	10 K €	
Subventions	845 K €	
	Collectivités	762 K€
	CNC	83 K€
Mécénat	17 K €	
Reprise prov. retraite	29 K €	
Autres produits	54 K €	

### 6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### 7. Contributions volontaires

Les prestations bénévoles 2024 ont été évaluées à 36525 euros soit 2435 heures environ.

Les mises à dispositions gratuites sont évaluées à 36K€ : il s'agit de la valeur locative annuelle estimée des locaux mis à disposition par la Ville de Montpellier.

### 8. Effectif

L'effectif moyen global est de 5,91.

Ventilation par catégorie de l'effectif moyen :	cadres CDI 2,2
	Non cadres CDI 0,19
	CDD production festival 2,91
	CDD sur les 10 jours de festival 0,6

### 9. Rémunérations des cadres

Information sur les rémunérations brutes 2024 des trois cadres les mieux rémunérés

Postes de directeur, responsable communication, administratrice

Montant brut global 112 631 euros

### 10. Engagements hors bilan

A la date de clôture, tous les prêts ont été remboursés, il n'y a plus d'engagement hors bilan.

### 11. Devises étrangères

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

## FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

### Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

### Autres éléments significatifs

Une nouvelle convention collective applicable à tous les festivals de cinéma est en cours de rédaction.

## EVENEMENTS POST-CLOTURE

A la date d'arrêt des comptes par le conseil d'administration des états financiers 2024 de l'entité, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

La réflexion autour de la date d'application de la nouvelle convention collective est toujours en cours. Le choix qui en découlera pourra avoir un impact sur les comptes 2025.

**VARIATION DES FONDS PROPRES**

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	60 315	1 431			61 746
Excédent ou déficit de l'exercice	1 431			-20 384	-21 815
<b>SITUATION NETTE</b>	<b>61 746</b>				<b>39 931</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	11 346			2 158	9 188
Provisions réglementées					
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>73 092</b>			<b>2 158</b>	<b>49 118</b>

**IMMOBILISATIONS**

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	71 602		7 750			79 352	
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	71 602		7 750			79 352	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage indu	16 172			-1 319		14 853	
Installations générales, agencements divers	35 075					35 075	
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier	35 455		850	1 319		37 624	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	86 702		850			87 552	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations							
Autres titres immobilisés							
Prêts et autres immobilisations financières	668		15			683	
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)</b>	668		15			683	
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>	158 971		8 615			167 586	



**AMORTISSEMENTS**

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	56 452	4 965		61 417
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)</b>	<b>56 452</b>	<b>4 965</b>		<b>61 417</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	11 538	1 380		12 918
Inst. générales, agencements, aménagements divers	35 075			35 075
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	29 690	2 962		32 652
Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)</b>	<b>76 302</b>	<b>4 342</b>		<b>80 644</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II)</b>	<b>132 754</b>	<b>9 307</b>		<b>142 061</b>

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
<b>TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES</b>				

**DÉPRÉCIATIONS**

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATIONS</b>				
Dépréciation sur immobilisations incorporelles				
Dépréciation sur immobilisations corporelles				
Dépréciation sur titres mis en équivalence				
Dépréciation sur titres de placement				
Dépréciation sur immobilisations financières				
Dépréciation sur stocks et en cours				
Dépréciation sur comptes clients	4 249		1 659	2 590
Autres provisions pour dépréciations				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>4 249</b>		<b>1 659</b>	<b>2 590</b>

**ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE**

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	683		683
Clients douteux ou litigieux	2 963	2 963	
Autres créances clients	96 647	96 647	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	106 770	106 770	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	211 500	211 500	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 973	1 973	
Charges constatées d'avance	2 855	2 855	
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>	<b>423 390</b>	<b>422 708</b>	<b>683</b>

**PROVISIONS**

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>				
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires	47890,79	1900	29051	20740
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	20205			20205
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>68095,79</b>	<b>1900</b>	<b>29051</b>	<b>40945</b>

**ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE**

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	0	0		
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	390 499	390 499		
Personnel et comptes rattachés	10 972	10 972		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	12 934	12 934		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	3 714	3 714		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	6 961	6 961		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	276	276		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>425 356</b>	<b>425 356</b>		

**ENGAGEMENTS FINANCIERS**

Nature de l'engagement	Montant de l'engagement restant à la clôture de l'exercice
Contrat(s) de crédit-bail Retraites et indemnités assimilées Créances de l'actif immobilisé Suretés reçues Suretés données Effets de commerce escomptés non échus cessions de créances Dailly, affacturage	

**AUTRES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN**

Opérations non inscrites au bilan (détail par nature)	Objectif commercial (description de l'objectif commercial)
Contrats de location de longue durée Fournisseurs et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance	

**CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE**

	Montants
Charges d'exploitation	2855
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
<b>TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>2855</b>

**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**

	Montants
Produits d'exploitation	
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
<b>TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	

**CHARGES À PAYER**

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	60 839
Dettes fiscales et sociales	21 767
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
<b>TOTAL CHARGES À PAYER</b>	<b>82 606</b>

**PRODUITS À RECEVOIR**

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
<b>TOTAL PRODUITS À RECEVOIR</b>	



**IMMOBILISATIONS EN CRÉDIT-BAIL**

	Coût d'entrée	Dotations aux amortissements		Valeurs nettes
		De l'exercice	Cumulées	
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., Matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>				

**ENGAGEMENTS DE CRÉDIT-BAIL**

	Redevances payées à l'ouverture de l'exercice		Redevances restant à payer			Prix d'achat résiduel
	De l'exercice	Cumulées	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	À plus de 5 ans	
Terrains						
Constructions						
Inst. tech., Matériel et outillage						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>						